

USR-CGT Arles intervention 09.06.16

Merci donc aux retraités présents d'avoir répondu à notre appel, malgré les difficultés à faire passer l'information. Merci aussi aux actifs pour leur présence et leur soutien mais aussi pour revendiquer ensemble le retrait de la loi travail.

En effet les retraités sont mobilisés, inquiets pour leurs enfants, petits-enfants, mais également pour défendre le droit à vivre dignement leur retraite.

Ce projet de loi qui a pour objectif de faire « baisser le coût du travail » pour satisfaire le patronat aurait pour conséquence une diminution des cotisations versées aux caisses de retraite, qu'elles soient de base ou complémentaires. **Il y a donc un grand danger pour nos pensions de retraite et notre Sécurité sociale.**

Notre Union Syndicale des Retraités CGT rejette avec force le concept politique qui consiste à considérer les retraité(e)s comme des variables d'ajustement budgétaires et à pratiquer une désinformation systématique en les classifiant de nantis.

Tel France 2 qui vient de consacrer pas moins de 2h20 à l'émission de François Lenglet, L'angle éco à "La guerre des âges". Sous couvert d'œuvrer à la réconciliation des générations cette émission aura été en réalité une machine de guerre entre les séniors et les jeunes. Une véritable escroquerie.

Il est scandaleux que le service public de la télévision mette en avant ce personnage narcissique, qui n'a pas hésité à donner à son émission un intitulé qui identifie son nom à l'expertise économique. Il est expert en économie comme moi en théologie ! C'est pas L'angle éco mais L'angle escroc !

Et bien non ! Les retraités ne sont pas des privilégiés, la pension moyenne d'un retraité est de 1300€ brut par mois ; 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté.

Non, la très grande majorité des retraités n'a pas les moyens de s'offrir de luxueuses croisières, ni de quitter la France pour se dorner au soleil de l'Espagne, du Portugal ou du Maroc.

Non, les retraités ne sont pas indifférents au sort des jeunes. Ils aident, bien souvent, leurs enfants et petits-enfants tant financièrement qu'en donnant de leur temps.

Non, les retraités ne sont pas des inactifs, nombreux sont ceux qui participent à la vie sociale dans les associations, les municipalités, les organismes caritatifs.

Non, la pension de retraite n'est pas une allocation sociale mais bien un droit résultant de cotisations versées tout au long de la vie active dans un système intergénérationnel par répartition.

Non, ce ne sont pas les retraités qui sont responsables de la difficulté, pour les jeunes, d'entrer dans la vie active.

Non, ce ne sont pas les retraités mais bien le patronat qui embauche en contrat à durée déterminée avec de très bas salaires et qui abuse de l'intérim et qui en redemande !

Pour la CGT point de salut sans un rassemblement solidaire des générations, des jeunes, des moins jeunes et des plus jeunes du tout, des avec ou sans emplois, des salariés du privé ou du public, des ouvriers, des employés ou des cadres...

Aujourd'hui les retraités voient leur pouvoir d'achat grignoté par de nouveaux prélèvements et par l'augmentation des dépenses de santé. Bien souvent les aides versées ne permettent pas de couvrir les besoins des retraités qui se retrouvent en perte d'autonomie.

Cela fait plus de trente mois que nos pensions sont bloquées hormis le 0,1 % «royalement» accordé.

Le patronat avec le soutien de certains syndicats a décidé de bloquer pour trois années les retraites complémentaires. De nombreux salariés devront attendre maintenant 67 ans pour obtenir une retraite complète, alors que le chômage des seniors atteint des sommets.

Nous pouvons être inquiets pour le devenir des pensions de réversion qui risquent d'être prochainement remises en cause, selon les indications du ministère du budget lui-même. Il faut rappeler que ce sont les femmes (89 %), qui perçoivent les plus petites retraites.

Aussi ils revendiquent :

L'amélioration du pouvoir d'achat des retraités par un rattrapage immédiat des 30 mois sans revalorisation.

Le rétablissement de la demi-part fiscale supplémentaire pour tous les parents isolés ayant élevé un enfant et le retour à l'exonération fiscale des majorations familiales de pension pour les retraités ayant eu trois enfants.

Aucune pension inférieure au Smic pour une carrière complète.

Le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires.

Le maintien des pensions de réversion avec suppression des conditions de ressources.

Et en matière de santé :

Le développement des hôpitaux publics et des centres de santé à partir des besoins de la population.

La suppression des dépassements d'honoraires.

L'affectation réelle de la Casa (Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie) à la compensation de la perte d'autonomie et sa suppression à terme par une prise en charge par la Sécurité sociale.

Les ressources existent, elles doivent être affectées pour partie à la mise en œuvre de ces revendications :

Les exonérations de cotisations sociales qui représentent 20 milliards d'euros. La fraude fiscale qui prive chaque année le pays de 60 à 80 milliards d'euros. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes qui apporterait 5 milliards de ressources supplémentaires par an aux régimes des retraites et permettrait également aux femmes d'avoir de meilleures pensions!...

Sans compter les 110 milliards d'aides diverses aux entreprises, 80 milliards de TVA détournée, 45 milliards de dividendes, soit au final quasiment l'équivalent de l'ensemble des pensions versées aux retraité-e-s!

Autant de raisons pour poursuivre la mobilisation pour une autre répartition des richesses, pour nos revendications et pour le retrait de la loi travail !

Le gouvernement a dû utiliser le coup de force du 49-3 pour faire passer une loi rejetée par plus de 70% de la population et une majorité de députés. **Un déni de démocratie !**

Les provocations et violences policières sont ordonnées par un pouvoir aux abois face au mouvement social bien déterminé à imposer le retrait de cette loi scélérate.

Le président monte au créneau en imitant Maurice Thorez : « Il faut savoir arrêter une grève.. » en omettant bien sûr la suite : « dès que satisfaction a été obtenue ! » **Nuance !**

Manuels Valls a fait appel, lui, à l'esprit de solidarité des grévistes pour qu'ils mettent un terme à leur action, au plus fort des inondations! Une autre façon de tenter de monter l'opinion contre le mouvement d'opposition à la loi Travail.

Il a fait encore plus fort mardi en plaçant l'action de son gouvernement dans la "continuité" du Front Populaire, en célébrant les 80 ans des accords de Matignon du 7 juin 1936, qui avaient débouché entre autres sur la semaine de 40 heures et la naissance des congés payés.

Hollande, Valls, Macron, vous êtes les pieds nickelés du front popu !

Mais la mobilisation ne faiblit pas.

Les grèves sont ancrées dans de nombreux secteurs, et notamment - Les raffineries dont 6 sur 8 entament leur 15e jour de grève, Le secteur des transports avec la mobilisation des routiers et des transports publics (SNCF,RATP, RTM...). L'énergie, avec de nombreuses actions de grève et de passage en heures creuses pour les usagers. 8 sites de traitement des ordures ménagères sont en grève- Les portuaires en grève aujourd'hui- Une mobilisation qui s'ancre et s'élargit dans le privé avec des modalités d'actions diverses- **A Arles aussi avec les postiers et les cheminots aujourd'hui.**

Et puis il y a la votation citoyenne sur la loi travail qui s'étend. Plus de 400 lieux de votation sont recensés pour cette semaine sur le site votationtravail.fr. Dans les entreprises et lieux de vie, la votation permet d'étendre la mobilisation à toute la population. Il est possible de voter ou de remettre les votes à la **Bourse du Travail à Arles (tous les après-midi jusqu'au 16 juin)**

La CGT, enfin, dénonce la stratégie de radicalisation et de refus du dialogue du gouvernement et du patronat. **La CGT réitère l'appel adressé par l'intersyndicale par courrier au Président de la République, le 20 mai : il y a urgence à ce que les organisations soient entendues et reçues sur leurs revendications et exigences !**

La CGT appelle à cet effet les salariés, et bien sûr les retraités, à continuer et à amplifier la mobilisation sous toutes ses formes.

Quand ce qui rassemble les salariés devient plus fort que ce qui les divise, alors tout est possible...